

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 4543**

Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible

Expert en droit des affaires internationales et management

Nouvel intitulé : Manager des affaires juridiques et financières internationales (MS)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Groupe ESSEC	Président de l'ESSEC

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

310 Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Juristes d'entreprise, les experts en droit des affaires internationales et management sont par essence des généralistes qui ont développé une expertise centrée sur le traitement des problématiques juridiques de l'entreprise. Selon la taille de l'entreprise, (PME, start up, grand groupe) la fonction se spécialise et la mission peut être orientée sur le contentieux ou les contrats.

La nature de l'activité de l'entreprise a également des conséquences sur l'orientation des tâches confiées aux juristes. Ainsi, elles se seront plus financières dans le domaine de l'assurance ou de la banque.

- Avocats : ils exercent une activité recouvrant le périmètre de celle des juristes mentionnés ci-dessous en pratique privée ou en cabinet de conseil.
- Fiscalistes : en entreprise ou en cabinet, ils préparent les dossiers et conseillent les directions financières de leurs clients en matière de droit fiscal national et européen.

Les principales activités exercées sont les suivantes :

- Stratégie : conseil, ils jouent un rôle d'assistance et de prévention auprès de la direction lors de l'élaboration des contrats. Ils coordonnent les dossiers juridiques, apporte des solutions innovantes. Il est acteur de la stratégie de l'entreprise car il est associé à toutes les grandes décisions et participe aux négociations.

- Coordination d'opérations :

Organisation de veille et recherche juridiques, définition des problèmes et mise en place de process de résolution, organisation et planification du travail de l'équipe.

- Expertise juridique et financière :

Elaboration et supervision des contrats. Ils interviennent également sur des problématiques internes, sur les projets de restructuration. Ils participent à la gestion fiscale de l'entreprise.

CAPACITES OU COMPETENCES ATTESTEES : - Compréhension de l'environnement économique de l'entreprise

- Négociation, maîtrise des dispositifs liés à la gestion de crise
- Maîtrise des concepts juridiques fondamentaux, actualisation régulière des connaissances
- Maîtrise des principes et des états financiers de l'entreprise
- Maîtrise des conventions fiscales bilatérales et internationales.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les fonctions s'exercent dans des entreprises de tailles variables multinationales ou PME exerçant les secteurs d'activités variés : banque, cosmétique, industrie, télécommunication...

Les emplois accessibles sont : juriste d'entreprise, ingénieur financier, fiscaliste, avocat .

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

- La certification comporte deux composantes : 1 - Stratégie et coordination des opérations
2 - Expertise juridique et financière

Les modalités d'évaluation sont les suivantes :

Résolution de cas, jeux d'entreprise .

Epreuves écrites

Epreuves orales

Rédaction d'une thèse professionnelle

Evaluation par l'entreprise de la mission réalisée.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION

QUINON

COMPOSITION DES JURYS

Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		- le Directeur Pédagogique des Mastères Spécialisés - le Responsable Pédagogique du programme - le directeur de mission en entreprise - 2 représentants du monde de professionnel et du secteur concerné.
En contrat d'apprentissage	X		idem
Après un parcours de formation continue		X	
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE prévu en 2008	X		

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 16 février 2006 publié au Journal Officiel du 5 mars 2006 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles. Enregistrement pour cinq ans, avec effet au 5 mars 2006, jusqu'au 5 mars 2011.

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Arrêté du 23 septembre 1994 publié au Journal Officiel du 13 octobre 1994 portant homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique : homologation pour deux ans. Intitulé : 'Mastère spécialisé en droit des affaires internationales et management'
Arrêté du 9 décembre 2002 publié au Journal Officiel du 18 décembre 2002 portant homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique. L'homologation est prolongée jusqu'au 31 décembre 2003.

Décret n° 2004-171 du 19 février 2004 modifiant le décret n° 2002-616 du 26 avril 2002 relatif au répertoire national des certifications professionnelles (publié au Journal Officiel du 22 février 2004). La validité du titre est prorogée jusqu'au 31 décembre 2005.

Pour plus d'informations

Statistiques :

35 titulaires de la certification par en moyenne

Autres sources d'information :

<http://www.essec.fr/formations-ecole-commerce-paris/masteres-specialises/mastere-droit-affaires-internationales-management>

Lieu(x) de certification :

GROUPE ESSEC Avenue Bernard Hirsch
BP 50105
95021 Cergy Pontoise Cedex

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :

Ancien libellé : 'Mastère spécialisé en droit des affaires internationales et management' (arrêté du 23 septembre 1994 publié au Journal Officiel du 13 octobre 1994)

Certification précédente : Mastère spécialisé en droit des affaires internationales et management

Certification suivante : Manager des affaires juridiques et financières internationales (MS)